

Les réseaux sociaux ont accompagné le drame, pour le meilleur et parfois le pire

■ Dès les premières minutes des événements, les réseaux sociaux sont entrés en ébullition. Avec de belles initiatives.

Eclairage Pierre-François Lovens

Ce n'est pas neuf, mais le mouvement s'amplifie toujours davantage : dès qu'une catastrophe ou une crise hors norme surgit dans l'actualité, les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Instagram, etc.) entrent en ébullition. La tragédie qui a frappé Paris et sa région, vendredi soir, n'a évidemment pas fait exception. Que du contraire. Mais, au-delà du flot considérable de *tweets* et de *posts*, on a vu surgir des tendances plus novatrices et, à vrai dire, assez encourageantes. Comme si, à chaque crise, les réseaux sociaux gagnaient non seulement en importance, mais aussi en maturité. Ce qui n'exclut pas d'inévitables *fake* (fausse information) et dérapages dès lors que les réseaux sont fréquentés par plusieurs centaines de millions de personnes.

C'est donc sur Twitter que sont apparus les premiers échos relatifs aux explosions et fusillades, et ce, avant que les agences de presse et les chaînes d'info en continu n'entrent dans la danse avec leurs moyens humains et techniques bien plus considérables. C'est sur Twitter aussi et dans une moindre mesure Facebook que les premières réactions indignées ont circulé. Et c'est également sur le "réseau qui gazouille" que, très rapidement, des personnes ont *tweeté* des offres de services (en matière d'hébergement, principalement) et lancé des avis de recherche (souvent très poignants).

De l'utilité des "hashtags"

Comme de coutume, des *hashtags* (mots-clés) se sont imposés dans les toutes premières heures des événements. Outre #ParisAttacks, d'autres mots-clés, plus inattendus, ont accompagné des actes de solidarité et des marques de compassion. C'est notamment le cas du *hashtag* destiné à signaler des offres de logement pour les survivants du drame (#PortesOuvertes, #OpenDoor ou #OffeneTüren, en référence aux nombreux Allemands présents au match France-Allemagne). Samedi à l'aube, plus d'1 million d'internautes y avaient eu recours ! Les twittos ont aussi abondamment utilisé #rechercheParis pour publier des photos de proches dont ils étaient sans nouvelles. Ces tweets ont été relayés des dizaines de milliers de fois dans l'espoir d'obtenir des informations rassurantes. Parfois, avec succès.

"Avec cet exemple #rechercheParis, on voit qu'il y a une réappropriation par des citoyens, souvent très jeunes (15-25 ans), de missions qui étaient jusqu'ici l'apanage de l'Etat", fait observer Damien Van Achter, professeur invité à l'Ihecs. Il y voit une évolution positive qui bat en brèche l'idée selon laquelle "la rumeur serait le fait des réseaux sociaux et la vraie info des médias traditionnels". Pour M. Van Achter, à chaque crise, on voit que

des réseaux comme Twitter et Facebook innovent, "de façon souvent assez complémentaire", et que les journalistes ne prennent plus de haut ce qu'on peut y lire ou voir. "Les rédactions se les approprient, y participent et, quand elles s'en donnent les moyens, font leur métier de décodage."

Les autorités ont, elles aussi, fait usage des réseaux sociaux pour communiquer. Dès les premières attaques, la préfecture de police de Paris a invité les gens à rester chez eux. Le ministère français de l'Intérieur a ouvert, de son côté, une plateforme (<https://www.securite.interieur.gouv.fr/>) afin que les internautes puissent y "déclarer une disparition", poster une affiche de recherche ou "déposer un témoignage" de manière anonyme.

Ces mêmes autorités ont aussi eu recours à Twitter pour mettre en garde le public. Ainsi, dimanche après-midi, la Police nationale a demandé, via son compte Twitter, de ne pas diffuser d'images des scènes de crime des attentats de Paris "par respect pour les victimes et leurs familles". Ce tweet a été aussitôt relayé par le ministère de l'Intérieur, alors que Christiane Taubira, ministre de la Justice, demandait aussi de la retenue sur Twitter.

Tout va bien ?

De son côté, Facebook a pris l'initiative, assez rapidement après le déclenchement des événements, d'activer son service "Safety Check Up" pour la cinquième fois depuis son lancement en octobre 2014. Concrètement, samedi vers 1 heure du matin, des notifications ont été envoyées aux personnes ayant un profil Facebook : "Vous allez bien ? Il semble que vous soyez dans la zone touchée par les attaques terroristes à Paris. Informez vos amis que vous êtes en sécurité". Les utilisateurs, géolocalisés dans la zone des événements, pouvaient alors prévenir leurs proches, en un seul clic, qu'elles étaient en sécurité. Dimanche, le réseau estimait à 5,4 millions de personnes ayant utilisé "Safety Check Up" pour informer leur famille et leurs amis qu'elles étaient en lieu sûr ; 360 millions de personnes auraient ainsi été avisées, selon les derniers chiffres disponibles.

Rumeurs et faux décodés

Mais, une fois encore, les réseaux sociaux ont aussi montré leur facette moins positive en étant la caisse de résonance de propos xénophobes, d'amalgames, de rumeurs, "voire des faux caractérisés", comme l'a dénoncé l'excellente rubrique "Les Décodeurs" du "Monde".

Ainsi de la mise en ligne, via le compte @france7776, d'une photo où on aperçoit des membres du groupe Eagles of Death Metal face à une salle comble, accompagné du message "#Paris. The horror. Photo inside the Bataclan before the shooting. :- (. Or, d'après le groupe lui-même, il s'agissait d'un cliché pris quelques jours plus tôt à l'Olympia à... Dublin. Ou bien encore de ce tweet posté vendredi soir par @LesNews, et relayé plusieurs milliers de fois, où il était question de "sept lieux d'attaques confirmés". On y faisait état de "fusillades ou des victimes" aux Halles, à Belleville ou au Trocadéro... Ce qui n'était nullement le cas.

Jusqu'ici, l'emballement médiatique n'a pas dérapé

■ Les médias TV ont-ils retenu les leçons des errements observés en janvier 2015 ? La réponse de Dominique Wolton (CNRS).

Lors des attaques contre "Charlie Hebdo" et le magasin "Hyper Casher", en janvier dernier à Paris, certains médias français avaient été pointés du doigt pour leur couverture des événements. Un mois après les faits, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) avait sanctionné pas moins de seize médias (dont TF1, France 2, BFMTV, iTélé et LCI) pour avoir diffusé des informations "à l'heure où les terroristes pouvaient encore agir", ce qui était susceptible de "menacer gravement la sécurité des personnes retenues dans les lieux" (Hyper Casher).

Avec les attaques de ce 13 novembre, les chaînes de télévision tricolores ont, à nouveau, occupé le terrain de l'info et capté, tout au long du week-end, plusieurs millions de téléspectateurs. A première vue, les médias audiovisuels – et, en particulier, les chaînes d'info en continu – ont fait preuve de plus de prudence qu'en janvier dernier. Elles ont notamment décidé de ne pas diffuser l'assaut du Bataclan en direct.

Interrogé dimanche par "La Libre", l'expert français Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS, partage ce constat. "Jusqu'ici, dit-il, les médias télévisés paraissent avoir été assez sobres et maîtrisés dans leur couverture des événements." M. Wolton émet deux hypothèses : "Soit ils ont retenu les leçons de janvier 2015. Soit la violence des attaques de ce 13 novembre a été telle

qu'ils sont encore dans une forme de sidération". Dans la deuxième hypothèse, Dominique Wolton redoute que certaines chaînes, en état de forte concurrence, ne résistent pas longtemps à "la tentation de retomber dans leur course effrénée à l'info".

Intervention préventive du CSA

Sans doute conscient de ce risque, le CSA français a d'ailleurs envoyé, samedi, un message à toutes les rédactions françaises afin qu'elles redoublent de prudence dans le contenu de leurs images diffusées à l'antenne. Le "gendarme" des médias insiste lourdement sur "la nécessité de ne donner aucune indication susceptible de mettre en cause le bon déroulement des enquêtes en cours dans les circonstances tragiques que vit notre pays".

On se souvient qu'en janvier 2015, certains journalistes de chaînes d'info n'avaient pas hésité à jouer eux-mêmes les enquêteurs de police... "Jusqu'ici, reprend Dominique Wolton, on n'a pas encore eu de dérapage de ce type. Mais on sent, dans le chef de certains médias, une montée dans la dramatisation entourant les enquêtes en cours".

L'expert français se montre enfin très critique sur deux autres aspects liés à la couverture médiatique des événements de vendredi. Un : les réseaux sociaux continuent de déverser un flot d'informations non vérifiées. Deux : les chaînes de télé, en mode "édition spéciale", font venir sur leurs plateaux "toujours les mêmes vingt personnes", passant, selon lui, à côté de nombreux autres intervenants qui seraient bien utiles à la bonne compréhension des enjeux.

P.-F.L.

#Paris jetaime

Parmi les hashtags sous lesquels les twittos se sont rassemblés après les attentats de vendredi 13 novembre, #Parisjetaime. Le compte officiel de l'office du tourisme de Paris a accueilli les messages d'espoir des Parisiens et des étrangers, comme ceux-ci : "Paris ne s'assombriera jamais, peu importe ce que vous faites. F**ck you Etat islamique", sous une photo de la grande roue et de la tour Eiffel illuminées. Un autre internaute : "Retournons en terrasse et en musique".

SHANGHAÏ

Un bâtiment à proximité de l'Exposition universelle Shanghai 2010 s'illumine aux couleurs de la France pour déplorer les attaques de Paris.

480 000

TWEETS #PORTEOUVERTE EN UNE NUIT

Sous le hashtag #PorteOuverte, des milliers de Parisiens ont organisé vendredi soir sur Twitter un vaste mouvement d'entraide pour héberger, pour la nuit, les passants bloqués à l'extérieur par les attentats, pouvant être en danger ou ne pouvant rentrer chez eux.

"Changez votre photo de profil pour montrer votre soutien à la France et aux Parisiens."

FACEBOOK

Au lendemain des attentats à Paris et Saint-Denis, les drapeaux bleu-blanc-rouge se sont multipliés sur Facebook. Le réseau social a mis en place, samedi 14 novembre, un dispositif permettant de recouvrir sa photo de profil d'un filtre tricolore.

"Aucun pays sur terre n'a de meilleure définition de la vie que les Français"

BLACKPOODLES

Le texte de ce lecteur-internaute du "New York Times" a fait le buzz sur les réseaux. Ce commentaire d'un habitant de Santa Barbara à un article sur les attentats a touché les Français. "La France incarne tout ce que les fanatiques religieux du monde détestent : la joie de vivre par une myriade de petites choses comme le parfum d'une tasse de café et des croissants le matin, de belles femmes en robe souriant librement dans la rue, l'odeur du pain chaud, une bouteille de vin que l'on partage entre amis..."

Des jeunes choqués, inquiets et révoltés

■ Ils ont 22 ou 23 ans et ne prennent pas à la légère les attentats. Ils se sentent concernés et tous visés. Témoignages.

Comme beaucoup, certains "jeunes", à l'entame de la vingtaine et sans doute pleins d'illusions, ont coloré de bleu blanc rouge leur photo de profil sur Facebook, pour montrer leur soutien à la France et aux Parisiens. Mais quel impact ces événements ont-ils auprès des 20-25 ans ? Dans quelle mesure se sentent-ils concernés ? Coup de sonde.

Marquée, bien sûr que Michèle, 22 ans, étudiante en kiné, l'est par cet événement sans précédent pour elle. "Déjà, on avait été fort touché par l'histoire de Charlie Hebdo, mais ici, ce sont des gens qui n'avaient rien fait à personne et qui ne demandaient qu'à s'amuser, boire un verre à une terrasse de café, aller écouter un concert... Alors, se faire tuer comme ça, juste parce que l'on est au mauvais endroit au mauvais moment, c'est vraiment choquant, révoltant. Je trouve que la sécurité devrait être renforcée, qu'il faudrait changer les méthodes de surveillance pour mieux connaître les mécanismes de ces barjots."

L'autre souci, selon la jeune fille, est la mauvaise information: "Beaucoup de gens font le rapprochement entre musulmans et terroristes, alors que ce n'est pas le cas. Mais il est sûr que tels actes amènent à une stigmatisation plus grande encore des musulmans".

"Charlie Hebdo, c'était un choc, déjà différent parce que vécu à la télé. nous dit Juliette, 22 ans, étudiante belge à Paris. Le fait que des journalistes soient attaqués, puis des communautés juives, c'était déjà effrayant. On avait l'impression d'une attaque contre la liberté d'expression, et d'une revanche contre une autre religion. On l'a vécu plus de l'extérieur, avec incrédulité. Vendredi, c'était différent, parce que les gens attaqués étaient tous différents. La seule volonté, c'était de blesser et tuer le plus de monde possible, donc potentiellement nous aussi, sans raison. Alors, à l'incrédulité s'ajoute la peur cette fois. Depuis vendredi soir, ici à Paris, c'est clair qu'on a peur. Samedi, on est sorti, mais c'était avec appréhension et on s'est directement dit qu'on n'irait pas se promener près de la Tour Eiffel, de l'Unesco ou de l'École militaire. On regarde plus attentivement autour de nous, on évite de prendre le métro. Mais ce dimanche, ça s'est déjà atténué, la vie reprend son rythme normal avec des enfants qui font de la trottinette dans les rues, des sportifs..."

A l'avenir, on réfléchira à deux fois avant d'aller en boîte

"Avec ces attentats, on a l'impression d'être tous visés; il ne s'agit plus d'une attaque vraiment ciblée", renchérit Valéry, étudiant belge en Erasmus à Paris.

Très affecté, lui aussi, par les événements, Quentin, 23 ans, étudiant en infographie, avoue que cela leur fait "très peur, avec tout ce qui se passe aussi à Bruxelles. Quand on voit les témoignages à la télé, on se dit : putain, ça aurait pu être nous ! Il est sûr qu'à l'avenir, on réfléchira à deux fois avant de sortir en boîte."

L. D.

3000

PERSONNES RECUEILLIES À TOKYO

Près de 3000 personnes réunies à Tokyo ont rendu hommage dimanche aux victimes des attentats de Paris. Au cours de ce rassemblement organisé sur le parvis de la Résidence de France, la foule a observé une minute de silence et entonné la Marseillaise.

"On laisse les gens se recueillir. On n'est pas des sauvages."

UN POLICIER FRANÇAIS

La préfecture de police de Paris a décrété une interdiction de manifester jusqu'à jeudi, pour des raisons de sécurité. Ce qui n'a pas empêché des centaines de personnes de venir se recueillir sur les lieux des attaques et place de la République.

"On a décidé de ne pas traverser Paris."

OLIVER BIERHOFF, MANAGER DE LA MANNSCHAFT

Trois kamikazes se sont fait sauter aux abords du Stade de France pendant le match amical qui opposait vendredi la France à l'Allemagne. Les joueurs, "choqués et très anxieux" après avoir appris la nouvelle, ont passé la nuit dans les vestiaires du stade.

"Tout est mort, fermé, ça ajoute à la morosité et au deuil."

CHANTAL, UNE PARISIENNE

Marchés annulés, terrasses dégarnies ou closes, commerces, musées, salles de spectacle et de sport fermés... Les Parisiens peinaient dimanche à retrouver leur rythme, dans une capitale à l'activité en berne, encore sous le choc des attentats.

Epinglé

Les contrôleurs aériens suspendent leur grève

Geste. Le premier syndicat des contrôleurs aériens, le SNCTA, a suspendu samedi son préavis de grève prévu pour mardi après les attentats de Paris. "En considérant la gravité de la situation et l'émotion suscitée, on préfère suspendre notre mouvement", a déclaré Roger Rousseau, porte-parole du syndicat SNCTA. Les contrôleurs aériens étaient appelés à faire grève à partir de mardi, entre 5h30 et 8h30, pour des revendications salariales et sur les conditions de travail. (AFP)

Rassurer les enfants grâce à l'image paternelle du Président

■ Le pédopsychiatre Marcel Rufo et la psychologue Diane Drory insistent sur le rôle rassurant des responsables politiques.

Comment parler aux enfants et adolescents des attentats terroristes qui ont eu lieu vendredi à Paris? Pédopsychiatre français renommé, Marcel Rufo estime que *“ce qui est terrible, dans les attentats de vendredi, c'est qu'ils attaquent la fête. Je pense qu'il y a une image intéressante pour les enfants, celle de François Hollande, qui apparaît en tant que père de la nation, sous réserve que les parents ne soient pas critiques vis-à-vis de lui. Le fait qu'il réunisse tout le monde à l'Élysée va aider les enfants au niveau de l'image paternelle externe du Président auquel s'ajoute l'image intime: “je te protège”.*

Psychologue et psychanalyste belge, Diane Drory nous déclare également qu'il faut expliquer que nous avons des ministres pour gérer la situation, rassurer les enfants grâce à cette fonction protectrice de la société, leur dire qu'ils peuvent faire confiance aux adultes et faire en sorte qu'ils comprennent que la situation est prise en mains afin qu'ils se sentent protégés.

Conseil de famille

La psychanalyste prône, par ailleurs, l'instauration du dialogue et du conseil de famille presque à la manière du rocher du conseil chez les loups. Couper la télé, éteindre les écrans, le temps de discuter, d'exprimer ses peurs, ses craintes et d'être rassuré, tel est son

principal conseil. *“Il est évident qu'on va en parler dans tous les foyers. Ce sont principalement des jeunes qui ont été touchés au Bataclan. Il faut donc ouvrir la discussion pour éviter les amalgames. Un ado est très entier. Pour lui, c'est tout ou rien. Il importe de fermer le poste de télévision, de ne pas rester braqué sur les images et d'établir un temps de parole pour qu'il puisse exprimer ce qu'il ressent, ce qu'il imagine. Il a peut-être prévu d'aller au concert la semaine prochaine ou dans un mois. Il doit donc pouvoir exprimer sa peur même sans lui cacher que le risque zéro n'existe pas. Mais on ne peut pas l'empêcher de continuer à vivre.”* Dans le même esprit, Marcel Rufo suggère un dialogue entre parents et enfants autour de leurs sources d'information, que les adultes prennent le temps de s'intéresser aux réseaux sociaux des

plus jeunes en leur disant: *“Montre-moi un peu tes informations et regarde mon journal. Tiens, cette analyse là est intéressante”,* afin de créer un échange. Et laisser les larmes et l'émotion se dire. *“Moi aussi, je suis ému aux larmes quand je vois Madonna chanter ‘La vie en rose’.”*

À l'égard des plus jeunes, Diane Drory encourage le discours rassurant: *“Il faut leur expliquer que cela ne s'est pas passé dans la rue d'à côté même si les Parisiens ne pourront malheureusement pas dire cela.”* Doués d'un sixième sens, ceux-ci liront sans doute les non-dits et percevront l'angoisse des parents. *“Voilà pourquoi les parents doivent être raisonnables, engager la conversation, renvoyer une image protectrice et veiller à ne pas couper l'élan de vie d'un enfant. Car il y a, chez l'humain, une réaction viscérale qui consiste à croire à la vie, aux forces du bien.”*

L.B.

Encourager les élèves à échanger leurs émotions

■ La ministre de l'Éducation demande aux écoles d'organiser ce lundi une minute de silence précédée d'un espace de parole.

Depuis samedi, je réfléchis à la façon dont je vais aborder avec mes élèves les attentats perpétrés vendredi soir à Paris”, confiait dimanche après-midi cet enseignant dans le 3^e degré de l'enseignement secondaire. Après en avoir parlé en famille, entre amis, sur les réseaux sociaux, le temps des questions, interrogations et réflexions se fera dès ce lundi matin dans les salles de classe et les cours de récréation. Ce sera alors aux acteurs éducatifs de prendre le relais et de tenter de trouver des clés pour expliquer et décoder ces terribles événements auprès des élèves. La ministre de l'Enseignement Joëlle Milquet (CDH) a d'ailleurs annoncé dimanche son souhait de voir les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles organiser ce lundi à midi une minute de silence avec leurs élèves et que celle-ci *“soit précédée d'un espace de parole par classe ou groupe de classes”*. Objectif? *“Permettre aux élèves de parler et de rappeler ensemble les valeurs fondatrices de la démocratie.”*

Mais comment mener ces espaces de parole? *“Face au type de traumatisme que les attentats de ce week-end génèrent, cela suppose une méthodologie tout à fait particulière, estime le psychopédagogue Bruno Humbeek (UMons). Si l'on veut prévenir les radicalisations,*

il faut éviter, selon moi, de mettre en place des espaces de discussion, dans lesquels on demanderait, par exemple, aux élèves quelle est leur opinion car on va très vite se retrouver avec des réflexes islamophiles ou islamophobes.” Par contre, poursuit-il, *“quand on fait appel aux émotions – ‘Que ressentez-vous après ce qu'il s'est passé?’ –, on accepte l'idée que l'on va échanger des émotions et, donc, que l'on ne va pas contredire l'émotion de l'autre.”*

Pour Jacques Cornet, sociologue, formateur d'enseignants et membre de ChanGements pour l'égalité (CGÉ), les enseignants doivent davantage *“s'autoriser un certain nombre de choses”*. Exemples? *“Ne pas respecter la commande de la ministre d'ouvrir un espace de parole et de faire une minute de silence s'ils estiment que dans leur situation cela risque d'être contre-productif. Ou s'autoriser à bousculer la grille [horaire] pour prendre du temps pour traiter la question des attentats de Paris”,* en utilisant alors *“un média au sens large du terme comme les extraits d'un JT, un dessin de presse..., qui permet de prendre du recul”*. M. Cornet conseille également aux enseignants d'adapter le traitement des événements du week-end en fonction de l'âge des élèves, mais *“plus encore en fonction du public”*. *“Nos écoles sont très homogènes socialement. Nous n'allons donc pas en parler de la même façon à Molenbeek qu'à Lasne...”*

Enfin, MM. Humbeek et Cornet insistent tous deux sur la nécessité de former et d'outiller les enseignants pour qu'ils puissent mener à bien ces espaces de parole car aujourd'hui nombre d'entre eux se sentent encore trop souvent démunis.

St. Bo.